

# Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres

Paris, 5-6 octobre 2021



**AVOIR CONFIANCE  
DANS LA COOPÉRATION  
MONDIALE - LA VISION  
DE L'OCDE POUR LA  
PROCHAINE DÉCENNIE**

**AVOIR CONFIANCE DANS LA COOPÉRATION MONDIALE :  
LA VISION DE L'OCDE POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE**

## **Avoir confiance dans la coopération mondiale**

### **La vision de l'OCDE pour la prochaine décennie**

*Cette année, nous, les Membres, rejoints par l'Union européenne en sa qualité de participant à part entière, célébrons le 60<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'OCDE. Nous partageons une communauté de vues et un engagement envers la préservation des libertés individuelles, les valeurs de la démocratie, l'état de droit et la défense des droits humains. Nous croyons aux principes d'une économie de marché ouverte et transparente. Guidés par notre Convention, nous nous emploierons à avancer sur la voie d'une croissance économique durable et de l'emploi, tout en protégeant notre planète. Ensemble, nous nous efforçons de mettre fin à la pauvreté, de lutter contre les inégalités et de ne laisser personne de côté. Nous voulons améliorer la vie et les perspectives de tous, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'OCDE. En sa qualité d'éclaireur à l'échelle mondiale, l'OCDE continuera à produire des analyses, étayées par des données factuelles, venant nourrir l'élaboration de politiques et de normes innovantes destinées à bâtir des économies plus fortes, plus durables et plus inclusives, en suscitant la confiance dans des sociétés résilientes, réactives et en bonne santé.*

**Le monde fait face à des défis considérables et toujours plus pressants qui appellent une coopération et une action à l'échelle planétaire.**

Le monde a connu ces dernières années une évolution spectaculaire. Les mégatendances existantes sont devenues plus évidentes, les perspectives et les menaces plus visibles. La crise financière mondiale et la crise due au COVID-19 ont accéléré ces tendances tout en soulignant l'interdépendance et la complexité du monde d'aujourd'hui.

Les conséquences du changement climatique, de la pollution, de la perte de biodiversité et de l'acidification des océans sont incontestables. Si nous n'agissons pas maintenant, la dégradation de l'environnement aura un effet dévastateur sur nos économies et nos sociétés. La crise climatique est une crise existentielle.

La science, l'innovation, la transformation numérique et le progrès technologique transforment le monde, et nous offrent des solutions et de nouvelles opportunités. Si la pandémie de COVID-19 a provoqué la pire crise sociale, économique et sanitaire depuis la création de notre Organisation, la science et l'industrie ont mis au point des vaccins sûrs et efficaces en un temps record.

Malgré le progrès technologique, nos économies pâtissent d'une faible croissance de la productivité. Les inégalités se sont creusées en termes de revenus, de richesses et de chances au sein des pays et entre les pays. La mobilité sociale a reculé. Les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les plus vulnérables ont payé un lourd tribut aux crises récentes. L'évolution démographique, la dégradation de l'environnement et l'augmentation de la dette mondiale, tant privée que publique, peuvent entraîner une aggravation des inégalités intergénérationnelles.

La proportion de migrants dans la population mondiale ne cesse de croître. Les migrations et l'intégration, questions complexes et sensibles, requièrent une approche globale et équilibrée qui aborde à la fois les défis qu'elles posent et les retombées positives qui peuvent être les leurs, dans le respect des compétences nationales.

Bien que ces défis mondiaux exigent des réponses efficaces à l'échelle de la planète, le multilatéralisme est de plus en plus remis en question. Les tensions commerciales et géopolitiques s'exacerbent. La mondialisation et l'ouverture des marchés suscitent des inquiétudes croissantes. Pour beaucoup, la complexité de la gouvernance publique est déroutante, et la confiance dans l'action publique s'est éteinte.

L'accélération de ces tendances, ainsi que leur impact, ont mis en évidence la nécessité de protéger le multilatéralisme et de lui donner un nouveau souffle. Réagir efficacement face à des enjeux de portée mondiale exige de conjuguer action nationale et coopération internationale, afin de créer les biens publics mondiaux dont nous avons besoin pour assurer un avenir résilient.

**Nous, les Membres, et l'UE avec nous, réaffirmons nos valeurs fondamentales et nos objectifs fondateurs.**

Face à ces défis, nous réaffirmons les objectifs de notre Convention et exposons ici notre vision à l'appui d'une OCDE efficace et influente pour la prochaine décennie. Nous partageons une communauté de vues et un engagement envers la préservation des libertés individuelles, les valeurs de la démocratie, l'état de droit et la protection des droits humains. Nous croyons à la valeur d'économies de marché ouvertes, commerciales, compétitives, durables et transparentes.

Notre diversité culturelle et historique ajoute à la richesse de l'OCDE. Notre engagement en faveur de valeurs partagées et notre approche fondée sur le consensus font la force de l'Organisation. L'OCDE repose sur une robuste assise constituée de solides comités d'experts pilotés par les Membres, d'un Secrétariat hautement qualifié, de méthodes exemplaires de collecte de données, d'analyses fondées sur des données factuelles et d'examins par les pairs approfondis. Ces atouts lui confèrent un statut de chef de file mondial de l'évaluation comparative des politiques et de l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques, de lignes directrices pour l'action publique et d'instruments juridiques.

En soixante années d'existence, l'OCDE a aidé ses Membres et les non-Membres à promouvoir la bonne gouvernance et à nourrir, réformer et améliorer leurs politiques publiques. En sa qualité d'acteur multilatéral de confiance, l'OCDE joue un rôle crucial dans l'architecture de la gouvernance mondiale. Dans le cadre de son mandat, elle renforce l'ordre international fondé sur des règles en définissant des normes qui favorisent le bien-être de tous. Les normes de l'OCDE sont devenues des références internationales dans les domaines des flux de capitaux, de la fiscalité, de la lutte contre la corruption active et passive, de la conduite responsable des entreprises, de la gouvernance d'entreprise, de l'aide au développement, de l'éducation et, plus récemment, de l'intelligence artificielle.

### **Ensemble, nous œuvrons en faveur d'une croissance forte, durable, verte, inclusive et résiliente...**

Nous sommes déterminés à ce que l'OCDE continue d'aider les pays Membres et non Membres à concevoir ensemble des politiques propres à favoriser une croissance économique durable et inclusive, et résolu à concevoir des indicateurs de référence pertinents à l'échelle planétaire. Les crises mondiales récentes nous offrent non seulement l'occasion de « reconstruire sur de meilleures bases » et de progresser plus vite sur la voie d'une transition juste, mais elles nous font aussi l'obligation, vis-à-vis des générations futures, de favoriser l'émergence de systèmes plus résilients.

L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets sont indispensables à la résilience des systèmes socioéconomiques et écologiques. Une transformation sans précédent de nos économies est nécessaire. L'OCDE donnera la priorité à la résilience face aux changements climatiques ainsi qu'à la transition énergétique et soutiendra les pays dans leur juste transition vers la neutralité en gaz à effet de serre, en aidant ses Membres à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris de 2015.

L'OCDE accélérera ses travaux visant à mettre au point des solutions en matière d'action publique qui permettent de contribuer à réduire les inégalités de bien-être au sein des pays, mais aussi entre les pays, entre les genres et entre les générations. L'OCDE veillera à ce que la problématique de l'égalité femmes-hommes soit intégrée dans toutes les grilles d'analyse, les études et les orientations sur les politiques à suivre qu'elle élabore.

L'OCDE restera le chef de file des travaux menés en matière de politique économique, de réforme structurelle et de productivité. Elle poursuivra ses travaux sur la science, l'innovation et la transformation numérique et leur potentiel à exploiter au service de la croissance économique et de l'inclusion sociale et numérique. Elle devrait ainsi soutenir l'édification de sociétés ouvertes à l'ère du tout-données et du tout-numérique. L'OCDE élaborera des réponses aux défis soulevés par la transformation numérique, notamment en ce qui concerne la nécessité de développer de nouvelles compétences, l'évolution du modèle du travail et des modes d'activité des entreprises tels que nous les connaissons, le besoin de moderniser la politique de la concurrence, ou encore la nécessité de se protéger face aux menaces qui pèsent sur la démocratie, la sécurité numérique et la protection de la vie privée et de lutter contre la désinformation en ligne. Pour appuyer ces travaux, l'OCDE se tiendra d'autre part à l'affût des initiatives propres à améliorer et promouvoir la libre circulation des données dans un climat de confiance.

L'OCDE continuera de jouer un rôle de premier plan à l'appui des politiques et réformes visant à bâtir et renforcer un système fiscal mondial qui soit stable, efficient, équitable et paré à répondre aux attentes de l'économie mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle.

L'OCDE est très attachée aux échanges internationaux et continuera à en soutenir l'ouverture et la transparence. L'OCDE continuera de produire des recherches de qualité à l'appui de l'ouverture des marchés, l'objectif étant d'instaurer des règles du jeu équitables à l'échelle mondiale, de défendre les droits humains et d'éviter les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, autant d'éléments indispensables à une croissance durable et inclusive. L'OCDE continuera d'agir résolument en faveur de l'avenir du travail, de la résilience des marchés du travail et de la création d'emplois de qualité, et de souligner l'importance du dialogue social. L'offre d'emplois et la qualité des emplois revêtent une importance capitale, en particulier pour la jeune génération. L'OCDE mettra davantage l'accent sur la résilience des systèmes de santé. L'OCDE accompagnera le secteur agroalimentaire dans la transition qui doit faire de lui un secteur résilient, qui produit des aliments nutritifs, assure un revenu correct aux agriculteurs et concourt à la durabilité de l'environnement. L'OCDE poursuivra ses travaux importants sur des thématiques comme la science et la technologie, la gouvernance d'entreprise, la conduite responsable des entreprises, l'intelligence artificielle, l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, les PME ou encore les villes et les régions.

C'est précisément l'ampleur de ces questions relevant de l'action publique qui donne à l'OCDE sa capacité tout à fait unique d'analyser des questions stratégiques complexes et de recommander des politiques cohérentes, complétée par les travaux menés par l'Agence internationale de l'énergie, l'Agence de l'énergie nucléaire et le Forum international des transports sur la transition énergétique, les transports, la mobilité et la logistique. L'OCDE reste toujours « à la frontière », continuant à identifier et à traiter des questions d'action publique de pointe, comme l'intelligence artificielle, l'éducation de la petite enfance ou encore l'économie à la demande. Enfin, l'OCDE contribuera à stimuler les débats et à promouvoir une pensée novatrice sur les systèmes économiques optimaux, et elle saisira les occasions offertes d'exploiter de nouvelles données intelligentes à l'ère du numérique.

### **... et renouvelons notre engagement en faveur du développement durable de l'économie mondiale...**

Nous, les Membres, et l'UE avec nous, sommes déterminés à ce que l'OCDE continue de former une communauté d'action efficace et inclusive qui réussisse à faire appliquer ses normes partout dans le monde. Cette réussite dépendra de notre aptitude à exercer une influence sur l'ensemble des parties prenantes et à agir à leurs côtés en vue de faciliter leur adhésion aux normes et aux pratiques de l'OCDE en vue de renforcer la transparence et la redevabilité. Notre action auprès de la communauté mondiale sera guidée par les principes d'ouverture, d'impact et d'engagement.

Rappelant notre Convention et conscients du rôle que l'OCDE joue dans le monde, mais aussi de l'interdépendance accrue de nos pays, nous réaffirmons notre volonté de contribuer au développement de l'économie mondiale et à la réalisation des Objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies.

En 60 ans, l'OCDE a élargi le cercle de ses Membres, dont le nombre est passé de 20 à 38 aujourd'hui. L'élargissement représente, pour l'Organisation, un moyen de promouvoir et de diffuser ses normes ainsi que de préserver son influence à l'échelle mondiale. Nous collaborerons activement avec les pays qui affichent l'ambition de rejoindre l'OCDE. Pour que l'Organisation conserve son essence, les Membres potentiels doivent afficher le même état d'esprit qui nous anime, partager nos valeurs fondamentales, adhérer à nos normes, conformément au Cadre approuvé par nous, et être prêts à assumer toutes les obligations liées au statut de Membre et à contribuer au processus d'apprentissage mutuel.

Un nombre grandissant de pays partenaires participent à nos travaux. Compte tenu du caractère ouvert et inclusif de l'Organisation, nous saluons cet engagement de plus en plus fort dans des relations plurielles et modulables, conformément aux priorités des Membres et selon le principe de l'intérêt mutuel. À travers le dialogue international, nous cherchons à définir de nouvelles normes et à les promouvoir. Nous entendons mettre à profit l'ensemble de nos relations extérieures pour produire un impact à l'échelle mondiale, en veillant à ce que nos normes soient valorisées et protégées sans être mises à mal.

Conscients de l'évolution du contexte mondial et des difficultés nouvelles auxquelles les pays en développement sont confrontés, nous nous engageons à rénover l'approche de l'OCDE en matière de développement. Nous le ferons d'une manière cohérente avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en concevant des normes et en étudiant les problèmes posés par le développement durable, conjointement avec les pays en développement. Ainsi, les politiques plus générales que poursuit l'OCDE seront cohérentes avec le but énoncé dans la Convention relative à l'Organisation s'agissant d'améliorer le bien-être général de tous les pays et citoyens du monde.

L'OCDE continuera de renforcer son engagement auprès des autres organisations multilatérales, en particulier l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du Commerce, des instances comme le G7 et le G20, et des organisations régionales telles que l'APEC, l'ASEAN, la CELAC ou l'Union africaine. L'OCDE continuera d'entreprendre des programmes régionaux complets, à l'image de ceux en cours avec l'Asie du Sud-Est (ASE), l'Eurasie, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et l'Europe du Sud-Est (ESE), afin de promouvoir le partage de connaissances et diffuser plus largement les normes et les bonnes pratiques. En sa qualité de laboratoire d'idées pluridisciplinaire de référence pour les responsables de l'action publique, l'OCDE offre un cadre stimulant et novateur pour débattre des actions à mener de manière plus générale. La mobilisation des entreprises et syndicats partenaires, par l'intermédiaire du BIAC et du TUAC, des ONG et du monde universitaire nourrira et enrichira les travaux de l'OCDE.

### **... soutenu par une Organisation transparente, responsable et inclusive.**

L'OCDE mènera ses activités en visant des résultats précis et en se fondant sur des données factuelles, faisant ainsi office de fer de lance dans l'application des pratiques modernes de management ainsi qu'en matière de transparence et de responsabilité. Le Secrétariat reflètera la diversité des Membres, atteindra l'égalité des genres et valorisera son héritage linguistique. L'OCDE s'emploiera sans discontinuer à gagner en efficacité et en efficacité pour servir d'éclairer à ses Membres et au reste du monde, en abordant de front les problèmes communs et en saisissant les occasions qui se présentent de mener à bien, dans les années à venir et au profit de tous, des politiques meilleures pour une vie meilleure.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

# RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES 2021

[www.ocde.org](http://www.ocde.org)

OCDE Paris  
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16  
Tél : +33 (0) 1 45 24 82 00